

15ème législature

| | | |
|--|--|---|
| Question N° : 26295 | De Mme Mireille Clapot (La République en Marche - Drôme) | Question écrite |
| Ministère interrogé > Europe et affaires étrangères | | Ministère attributaire > Europe et affaires étrangères |
| Rubrique > femmes | Tête d'analyse > Programmes de promotion du leadership féminin | Analyse > Programmes de promotion du leadership féminin. |
| Question publiée au JO le : 04/02/2020 Réponse publiée au JO le : 21/07/2020 page : 4961 Date de changement d'attribution : 07/07/2020 | | |

Texte de la question

Mme Mireille Clapot interroge M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur la question des programmes de promotion du *leadership* féminin. Le programme « Femmes d'avenir en Méditerranée » a ainsi été conduit à Sciences Po chaque année entre 2015 et 2017, soutenu par le ministère des affaires étrangères. Cette formation visait à accompagner les femmes dans leur parcours professionnel, à favoriser la diffusion des principes de l'égalité entre les hommes et les femmes et à développer un réseau euro-méditerranéen sur cette thématique. À l'instar des propositions contenues dans le rapport dont elle a été corapporteuse (n° 844 - avril 2018), elle lui demande donc s'il est envisagé de reconduire ce programme et de développer un programme similaire en Afrique subsaharienne.

Texte de la réponse

« Femmes d'avenir en Méditerranée » est un programme multi-partenarial sur le leadership féminin qui s'est déroulé de 2014 à 2018 dans la région Méditerranée. Appuyé par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, la Délégation interministérielle à la Méditerranée et le Secrétariat à l'Égalité entre les femmes et les hommes, ce projet a été conduit en partenariat avec ONU Femmes Maghreb et Machrek, Sciences Po Paris, l'ENA, l'Institut européen de la Méditerranée (IEMED) et le réseau Mixité et Gouvernance. D'un montant de 2,4 millions d'euros, il était destiné à la Tunisie, l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Palestine. Des femmes syriennes, libyennes et turques ont également participé aux actions de formation proposées. Ce programme était articulé autour de trois axes : le renforcement des capacités des acteurs de l'égalité, le renforcement de la mixité et l'atteinte de la parité dans les cercles de pouvoir, et la formation des jeunes femmes leaders issues de la société civile. « Femmes d'avenir en Méditerranée » a permis de promouvoir la mixité femmes-hommes dans la haute fonction publique et les instances de décision, de dynamiser le parcours individuel des lauréates des formations, et de diffuser la culture de l'égalité femmes-hommes. Même si le programme n'a pas été reconduit dans sa forme initiale, les actions de terrain ont perduré. ONU Femmes Maghreb a notamment poursuivi la consolidation du réseau de concertation interministériel au Maroc, et un réseau régional regroupant l'Égypte, la Jordanie, la Tunisie et le Maroc a vu le jour. La thématique du leadership des femmes est par ailleurs une priorité pour la France dans le cadre de la promotion de sa diplomatie féministe. Dans le cadre du Forum Génération Égalité co-organisé par la France, le Mexique et ONU femmes et qui devrait se tenir à Paris au 1er semestre 2021, une coalition portera sur ce thème en lien avec les mouvements féministes. L'objectif sera d'engager des actions ciblées pour encourager le leadership des femmes. Des actions spécifiques seront menées en direction des jeunes filles et des femmes pauvres



ou marginalisées. Enfin, la Présidence française du G7 en 2019 a également permis de soutenir une initiative ambitieuse sur le leadership économique des femmes en Afrique. Le programme Affirmative Action for Women in Africa (AFAWA), mis en œuvre par la Banque Africaine de Développement, vise à améliorer l'accès des femmes entrepreneures au financement, mais aussi à renforcer leur capacité et leur confiance en elles au niveau économique. Cet accès au financement est étroitement lié à leur leadership politique et financier et à leur pleine participation aux processus décisionnels. Ce projet est associé au réseau « 50 millions de femmes africaines parlent » (50M African Women Speak) piloté par la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Cette nouvelle plateforme panafricaine comprend notamment des moyens de connexion directs permettant d'utiles mises en réseau.